

# Interdire Tik Tok mais dans quel but?

Le 08 Mars 2024 par Jake Werner <https://responsiblestatecraft.org/tiktok-ban-bill/>

Jake Werner est directeur intérimaire du programme Asie de l'Est à l'Institut Quincy. Auparavant, il a été chercheur postdoctorat spécialiste de la Chine au *Global Development Policy Center* de l'université de Boston, chercheur Harper-Schmidt à l'université de Chicago. Il a bénéficié d'une bourse Fulbright à l'université nationale Chiao Tung à Taïwan et d'une bourse Fulbright-Hays à l'université normale de Chine de l'Est à Shanghai. Il est titulaire d'un doctorat en histoire de l'université de Chicago.



***L'application TikTok est depuis quelques semaines d'ores et déjà interdite sur les smartphones professionnels des fonctionnaires dans nombre de pays européens. (Konstantin Savusia/Shutterstock)***

Ce n'est pas ce projet de loi TikTok qui règlera les problèmes de la société américaine. Mais il exacerbera inutilement les tensions entre les États-Unis et la Chine, qui sont déjà bien proches d'un conflit. Les tous récents efforts de Washington pour interdire TikTok illustrent le profond décalage qui existe quant à la façon de penser la Chine.

Le *Protecting Americans from Foreign Adversary Controlled Applications Act* (loi sur la protection des Américains contre les applications contrôlées par des adversaires étrangers [https://selectcommitteeontheccp.house.gov/sites/evo-subsites/selectcommitteeontheccp.house.gov/files/evo-media-document/Protecting%20Americans%20From%20Foeign%20Adversary%20Controlled%20Applications\\_3.5.24.pdf](https://selectcommitteeontheccp.house.gov/sites/evo-subsites/selectcommitteeontheccp.house.gov/files/evo-media-document/Protecting%20Americans%20From%20Foeign%20Adversary%20Controlled%20Applications_3.5.24.pdf)) est un projet de loi qui progresse rapidement au Congrès.

Il vise à exclure TikTok mais ne répond pas aux préoccupations fondamentales que de nombreux Américains partagent concernant les applications de médias sociaux comme TikTok, telles que le respect de l'anonymat et la protection des données personnelles, le ciblage des enfants, ou la nature addictive des médias sociaux.

Tout effort visant à relever ces défis réels - qui existent pour tous les réseaux, et pas seulement pour ceux qui sont détenus par des étrangers - nécessiterait une législation globale en matière de protection de la vie privée sur l'internet qui s'appliquerait à toutes les plateformes de médias sociaux.

Une telle approche permettrait non seulement de s'attaquer aux vrais problèmes, mais aussi de résoudre les problèmes de sécurité liés à TikTok sans pointer du doigt la Chine d'une manière qui exacerbe les niveaux déjà alarmants d'hostilité et de xénophobie qui caractérisent les relations entre les deux pays les plus puissants du monde.

Au lieu de cela, cette initiative donne à l'exécutif le pouvoir de restreindre les activités des entreprises dans l'ensemble du secteur des technologies de l'information si un actionnaire minoritaire ou un groupe de propriétaires détenant ne serait-ce qu'un cinquième des actions était originaires d'une «nation rivale».

Plutôt que de fournir au public des preuves du préjudice que TikTok, et d'autres cibles, causent à la sécurité américaine, les partisans du projet de loi se contentent de signaler (<https://selectcommitteeontheccp.house.gov/sites/evo->

[subsites/selectcommitteeontheccp.house.gov/files/evo-media-document/3.6.24%20Chairman%20Gallagher%20Press%20Conference%20Remarks.pdf](https://subsites/selectcommitteeontheccp.house.gov/files/evo-media-document/3.6.24%20Chairman%20Gallagher%20Press%20Conference%20Remarks.pdf)) le risque théorique que le gouvernement chinois puisse faire pression sur une compagnie pour qu'elle agisse comme il le souhaite.



**A Houston au Texas, une manifestation pour s'opposer à la loi sur la protection des américains contre certaines applications dont Tik Tok.**

Et plutôt que de démontrer qu'il y aurait un quelconque contrôle du gouvernement chinois sur TikTok, le projet de loi se contente d'écarter la charge de la preuve. La législation définit « contrôlé par un adversaire étranger » comme rien de plus qu'une entreprise domiciliée dans l'un des quatre pays que Donald Trump a désignés (<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/executive-order-13981-protecting-the-united-states-from-certain-unmanned-aircraft-systems>) comme ennemis des États-Unis deux jours avant de quitter ses fonctions.

Cette définition renforce la thèse alarmante - de plus en plus institutionnalisée au travers des lois (<https://www.washingtonpost.com/politics/2023/08/21/state-laws-chinese-land-ownership-military-bases/>) et des décisions politiques - voulant que tous les Chinois soient des agents du gouvernement chinois.

Bien que la législation exige de l'exécutif qu'il prenne une décision relevant de la sécurité nationale pour toute cible autre que TikTok (qui est désignée d'office), elle laisse une grande latitude pour des usages abusifs sur fond de panique nationale quand il s'agit d'influence étrangère. En outre, il s'agit d'un nouvel exemple du refus des dirigeants américains de faire la distinction entre les actions chinoises qui sont préjudiciables aux intérêts américains et celles qui sont anodines, voire même bénéfiques.

Si tout et chacun à l'intérieur des frontières chinoises est par définition sous le contrôle d'un « adversaire étranger », tout ce que font les Chinois, qu'il s'agisse de personnes, d'entreprises ou d'agences, constitue nécessairement un risque pour la sécurité nationale.

La question de savoir comment les États-Unis et la Chine pourraient coexister ou travailler ensemble au nom d'intérêts communs (<https://quincyinst.org/research/common-good-diplomacy-a-framework-for-stable-u-s-china-relations/>) est de fait déclarée irrecevable et une conclusion simple s'impose: le seul moyen d'assurer la sécurité de l'Amérique est d'exclure la Chine de toute activité (<https://quincyinst.org/research/competition-versus-exclusion-in-u-s-china-relations-a-choice-between-stability-and-conflict/>) américaine.

La campagne d'expropriation de TikTok ne sera certes pas à l'origine d'un conflit potentiellement catastrophique entre les

deux pays, mais elle met en évidence les insécurités, les hypothèses erronées et les perceptions exagérées de la menace qui entraînent actuellement les États Unis dans cette direction.



**La secrétaire au Trésor américain Janet Yellen, à gauche, serre la main du vice-premier ministre chinois He Lifeng lors de leur rencontre à la maison d'hôtes d'État Diaoyutai à Pékin, le samedi 8 juillet 2023. (Pedro Pardo/Pool Photo via AP)**

Les préjudices potentiels vont au-delà des relations entre les États-Unis et la Chine. Dans la mesure où le projet de loi a été examiné de près — il a été adopté par la Commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants par 50 voix contre 0 — il convient de noter que rien n'a été dit sur la façon dont de telles mesures pourraient accélérer le morcellement du marché mondial des technologies de l'information et de la communication, ni sur les conséquences que cela aurait pour les entreprises américaines, les relations avec les pays alliés, les consommateurs américains et tout autre intérêt important.

Pousser plus loin la désintégration des marchés mondiaux pourrait avoir des effets délétères tant au niveau international qu'au niveau national, notamment sous la forme de représailles en interdisant l'utilisation de logiciels et de technologies de communication américains dans des pays étrangers, ce qui pourrait alors accélérer la division du monde entre des sphères de technologies de l'information rivales protégées par de «grands pare-feux».

Certes, la réaction habituelle qui consiste à dire que « c'est la Chine qui a commencé » est certainement fondée, mais elle élude la question de savoir comment résoudre le problème au lieu de l'aggraver. Elle démontre également une fois de plus que les États-Unis sont en train de se remodeler sous les traits d'un gouvernement autoritaire tel ceux qu'ils ne cessent de dénoncer.

À un niveau plus avancé, l'accumulation de mesures de ce type désavoue petit à petit toute aspiration à un système mondial ouvert à tous. Ceux qui cherchent à transformer une économie mondiale ouverte en un champ de bataille excluant et de plus en plus militarisé entre grandes puissances devraient présenter leurs arguments en public plutôt que de nous emmener tranquillement dans cette direction inquiétante.

Compte tenu des risques considérables posés par une confrontation entre les États-Unis et la Chine - qu'il s'agisse d'une intensification de la guerre commerciale ou d'un conflit concernant Taïwan -, les décideurs politiques devraient faire leur maximum pour s'appuyer sur les efforts de l'administration Biden consistant à consolider les relations par un engagement constructif, tout en gérant les différends réels qui existent entre les deux pays par le dialogue et la négociation.

Les graves problèmes sociaux auxquels sont confrontés les États-Unis sont liés de manière complexe à la Chine. La recherche d'une fausse unité par le biais de l'exclusion d'une puissance étrangère ne permet pas d'y faire face, mais les occulte tout en poussant vers un conflit géopolitique qui les aggraverait encore davantage.

**Jake Werner**